

Europe

LE MODÈLE ÉCONOMIQUE ALLEMAND À L'ÉPREUVE DE LA CRISE SANITAIRE

Ernst Stetter

16/02/2021

Comme partout en Europe, la crise liée au coronavirus et le confinement du pays ont plongé l'Allemagne dans une crise économique d'une gravité sans précédent. Si elle devrait rebondir plus rapidement que ses voisins, la première puissance économique européenne se voit pourtant contrainte de repenser son modèle industriel. Ernst Stetter, conseiller spécial du président de la Fondation Jean-Jaurès pour l'Europe, revient dans sa chronique sur les enjeux politiques de la crise économique en Allemagne.

Si les économies européennes étaient une fanfare, l'Allemagne serait le tuba: le plus gros et le plus fiable générateur sur un continent de cornets et de clairons. Est-ce que [cette image choisie par l'hebdomadaire anglais The Economist](#) restera valable au-delà de la crise de la Covid-19?

Au début de la crise, au printemps 2020, l'Allemagne a mieux fait que ses voisins face à la récession la plus sévère depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce résultat a été rendu possible par un confinement plus court et plus souple qu'ailleurs, par une relance budgétaire massive au niveau national et par une initiative inédite au niveau européen. Reste à voir si l'Allemagne parvient à récupérer son puissant souffle plus rapidement que ses partenaires européens après la seconde vague qui déferle sur le continent depuis la fin de l'année 2020. En effet, les dernières statistiques montrent que la reprise pourrait ne pas être aussi robuste que prévu.

Une récession moins forte que prévue en 2020

Le 14 janvier 2021, [Destatis](#), l'agence allemande officielle des statistiques, a annoncé que l'économie allemande avait reculé de 5,1% l'an dernier. Douleuruse à première vue, cette chute n'est pour autant pas aussi grave que les contractions à deux chiffres attendues en Espagne et dans plusieurs autres pays européens. Mais l'avenir est néanmoins très incertain : depuis novembre 2020, les restrictions en Allemagne ont dû être resserrées en raison de la nouvelle augmentation du nombre d'infections, et les conséquences s'avèrent graves pour l'économie allemande. L'Institut allemand de recherche économique (DIW) a ainsi abaissé ses prévisions de croissance de 5,2% à

3,5% pour 2021.

Autre conséquence de la crise, **les exportations allemandes ont reculé l'année dernière de 9,3% à 1204,7 milliards d'euros**, soit leur chute la plus importante depuis la crise financière de 2009, année où la baisse avait été de 18,4%. Autre signe du ralentissement économique, les importations ont également diminué de 7,1%, à 1 025,6 milliards d'euros, là encore la plus forte baisse depuis la crise de 2009.

Il faut souligner que la baisse des exportations est principalement due à la récession entraînée par les premières semaines de l'arrivée de la pandémie sur le continent européen, en mars 2020. Après cette chute libre, les exportations ont de augmenté pendant huit mois de suite. En décembre 2020, les exportations ont ainsi progressé de 0,1% par rapport au mois précédent. Ces résultats encourageants sont la conséquence de la demande des deux plus grandes économies du monde : les exportations vers la République populaire de Chine ont augmenté de 11,6% en décembre 2020 pour atteindre 9,3 milliards d'euros, tandis que celles vers les États-Unis ont augmenté de 8,4% à 9,2 milliards.

Partenaire commercial le plus important de l'Allemagne, la Chine espère ainsi atteindre cette année une croissance économique d'environ 8,5%. Les États-Unis devraient également connaître une forte croissance et, en Europe, le contexte semble plus favorable maintenant que l'avenir des relations entre l'UE et le Royaume-Uni s'est éclairci avec l'accord de sortie négocié de justesse à la fin 2020. Plusieurs signes laissent donc espérer que les exportations reprendront en 2021.

Les cinq revers majeurs de l'économie allemande depuis 1990

Malgré ces motifs d'espoir, la pandémie représente néanmoins un test majeur pour l'économie allemande. La crise de la Covid-19 constitue ainsi le cinquième revers majeur pour l'économie allemande et son modèle industriel depuis la chute du Mur en 1989. La spécificité de la crise actuelle est qu'elle révèle les problèmes essentiels de l'industrie allemande face à la mondialisation.

Au cours des années 1990, l'intégration des anciens pays communistes au système économique international a représenté un des défis majeurs pour l'Allemagne. Grâce aux investissements étrangers massifs, les industries de pays comme la Pologne, la Hongrie et surtout la République Tchèque et la Slovaquie sont en effet très vite devenues compétitives au niveau européen, voire mondial. Par la suite, l'élargissement de l'Union européenne a permis à l'Allemagne d'investir davantage dans les pays de l'Est et de se sécuriser des marchés non négligeables, soit pour la co-

production industrielle, soit pour la vente des produits allemands à l'Europe de l'Est.

La chute de la nouvelle économie en 1999 et les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont été le deuxième revers grave de l'économie allemande. Les coûts croissants de sécurité remettaient la mondialisation en cause, et l'Allemagne était alors désignée comme « le malade de l'Europe » en raison de la perte de compétitivité sur les marchés mondiaux causée par ses prix trop élevés et ses produits en retard sur les nouveaux standards technologiques.

Les réformes du marché du travail et des programmes d'investissements de l'État ont redonné le souffle et la flexibilité nécessaires à l'industrie allemande pour redevenir compétitive. Il faut ajouter à cela les investissements massifs de l'industrie allemande en Chine après l'adhésion de Pékin à l'OMC en 2001 : c'est sur cette base que l'Allemagne a pu construire son statut de premier pays exportateur du monde.

La crise mondiale de 2008-2009 a représenté le troisième revers économique massif pour l'Allemagne et l'Europe: avec des banques qui n'accordaient plus de prêts, de nombreuses entreprises n'ont soudain plus eu accès aux crédits commerciaux nécessaires pour garantir les échanges internationaux, qui étaient par ailleurs réduits à néant par l'effondrement de la demande mondiale.

Au niveau européen, et en particulier pour les entreprises allemandes, la crise de l'euro est venue s'ajouter à cette situation déjà délétère. À la suite de la crise grecque de 2010, la flambée des *spreads* sur les obligations d'État des pays du sud de l'Europe et de l'Irlande et les problèmes qui en ont résulté pour les banques commerciales de ces pays ont créé des vulnérabilités dans les chaînes d'approvisionnement européennes et allemandes. Après 2012, le commerce mondial a ainsi augmenté plus lentement que le PIB mondial. Si l'Allemagne a pu en sortir renforcée, c'est entre autres grâce à sa structure industrielle largement basée sur les petites et moyennes entreprises (« Mittelstand ») dont le capital est détenu majoritairement par des familles-entrepreneurs qui se re-financent au niveau local et régional par le biais des caisses d'épargne.

Le quatrième revers eut lieu peu de temps après, en 2016. D'abord avec la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, puis avec l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Dès sa prise de fonction, Trump a remis en question l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) réunissant les États-Unis, le Mexique et le Canada. Un peu plus tard, il a engagé des conflits commerciaux avec la Chine et l'Union européenne, à la suite desquels plusieurs centaines de milliards de dollars d'importations aux États-Unis se sont trouvées soumises à des droits de douane. Ces deux événements ont montré clairement aux entreprises du monde entier, mais

surtout à l'industrie allemande, que même des accords commerciaux vieux de plusieurs décennies ne pouvaient pas suffire à les protéger contre l'introduction erratique et inattendue de barrières commerciales capables, du jour au lendemain, de rendre non rentables des chaînes d'approvisionnement jusque-là efficaces.

L'industrie allemande au défi de son renouvellement

Les échanges internationaux étaient ainsi déjà affaiblis par ce conflit commercial au moment où la crise du coronavirus a frappé de plein fouet l'économie mondiale au début de 2020. La fermeture de ses frontières décidée par l'Europe pour endiguer la pandémie a naturellement eu des conséquences majeures pour une industrie allemande dont le succès dépend en grande partie de la libre circulation en Europe, des chaînes de production internationales et de la demande étrangère. Cette conjonction inédite a déclenché une prise de conscience autour des vulnérabilités de ce modèle industriel et commercial allemand.

Pour autant, l'enjeu majeur de l'après-coronavirus n'est pas de revenir à un modèle industriel basé en premier lieu sur le « Mittelstand » et les chaînes de production traditionnelles. L'avenir se jouera sur l'innovation et le développement de nouvelles technologies, qui demandent un autre système de financement. L'industrie automobile allemande ne pourra par exemple pas assurer le maintien de sa compétitivité mondiale si elle ne relève pas le défi de la mobilité électrique. Pour y arriver, cela nécessitera des investissements énormes qui dépassent largement les capacités du secteur bancaire allemand.

Dans cette perspective, Volkswagen, le plus grand constructeur allemand de voitures, fait progresser avec rapidité la mobilité électrique avec son plan « Roadmap E ». Au cours des cinq prochaines années, l'entreprise allemande prévoit d'investir près de 44 milliards d'euros dans la mobilité électrique, la conduite autonome, de nouveaux services de mobilité et la numérisation. Cela correspond à environ un tiers des ses investissements totaux prévus. D'ici 2025, les véhicules électriques devraient représenter jusqu'à un quart de ses ventes.

L'autre grand constructeur d'automobile, **Daimler-Benz**, a annoncé le 3 février 2021 un changement fondamental dans la structure de son entreprise afin d'exploiter pleinement le potentiel du numérique et des technologies vertes. Daimler-Benz a ainsi décidé d'évaluer une scission de son activité de poids lourds et de commencer les préparatifs pour une cotation indépendante de Daimler Truck, et ce afin que le géant d'automobile reste compétitif en tant que marque de voitures électriques haut de gamme.

Parmi les dirigeants de l'industrie allemande, la pandémie semble donc servir de révélateur de la nécessité des changements profonds qu'ils doivent engager au sein de leurs entreprises à moyen et long terme.

Les enjeux politiques du renouvellement économique

Ce défi d'un renouvellement du modèle économique allemand est amené à devenir un enjeu politique, au moment où s'annonce la campagne pour les élections fédérales de septembre 2021. De façon assez étonnante, le gouvernement Merkel et la CDU n'hésitent plus à soutenir la nécessité de cette réorientation industrielle et à l'accompagner d'une nouvelle conception du rôle de l'État, de l'importance de l'équilibre des finances publiques et d'un budget maîtrisé. Ainsi, le ministre de l'Économie, Peter Altmeier, n'a pas hésité à déclarer à l'occasion de la présentation du programme économique pour 2021 que l'État allemand devrait davantage soutenir la modernisation de l'économie nationale. La participation prise par l'État dans **l'entreprise de biotechnologie CureVac** fournit d'ores et déjà un exemple de ce changement du cap.

Autre signe du changement de philosophie qui s'annonce, Helge Braun, le chef de l'administration de la chancellerie et homme de l'ombre d'Angela Merkel, a tout récemment plaidé dans un article publié dans le journal économique le plus influent d'Allemagne, *le Handelsblatt*, pour la modification de la loi fondamentale afin de suspendre pendant plusieurs années l'obligation de freiner l'endettement public : d'après lui, «le frein à l'endettement ne peut pas être respecté dans les années à venir, même avec une discipline de dépenses par ailleurs stricte». De façon ironique, c'est là l'un des plus proches confidents de la chancelière Angela Merkel qui, après avoir plaidé pendant des années pour son respect intransigent, affirme désormais vouloir assouplir la sacro-sainte règle de l'Union européenne sur l'endettement public afin de soutenir le développement industriel.

Si cette règle est effectivement modifiée, cela sera le deuxième pilier de la politique conservatrice allemande à tomber depuis le début de la crise du coronavirus. Avec sa possibilité d'un endettement commun aux Vingt-Sept pour soutenir leurs économies, le plan de relance européen avait en effet déjà brisé un premier sacro-saint tabou allemand.

À cette première audace européenne s'ajoute également, au niveau national, **un plan de relance** de plus de 130 milliards d'euros, avec un volet de plus de 50 milliards d'euros destiné à soutenir les technologies-clés comme l'intelligence artificielle, l'hydrogène et d'autres innovations en faveur de la protection de l'environnement et du numérique.

Par rapport aux autres économies européennes, l'Allemagne dispose d'un avantage de taille : son

économie demeure structurellement forte. Comme le souligne l'économiste **Holger Schmieding**, c'est là un facteur non négligeable à l'heure d'envisager sa transformation. Grâce à son programme du chômage partiel, l'Allemagne ne connaîtra ainsi pas de chômage de masse. De même, le deuxième confinement n'a guère affecté la production industrielle.

Si la réflexion politique évolue, les actes devront pourtant attendre. En cette année électorale, il n'y a en effet plus grand chose à espérer de la part des responsables et de partis politiques en dehors des débats et des arguments destinés à la campagne.

Le SPD a ainsi présenté le 8 février 2021 **ses quatre priorités**. Une des priorités annoncées est le changement de modèle économique pour faire face à la numérisation et à la crise écologique. Les Verts allemands, qui vont certainement apprécier ce nouveau sens des priorités environnementales de la part des sociaux-démocrates, présenteront quant à eux **leur programme** au mois de juin prochain.

Quoi qu'il advienne sur le plan sanitaire ou politique dans les mois à venir, le renouveau de l'économie allemande sera le défi majeur du prochain gouvernement fédéral. L'économie allemande ne pourra demeurer le moteur de l'Europe que si Berlin parvient à s'atteler aux réformes structurelles nécessaires pour résoudre des faiblesses d'un modèle industriel qui précèdent de beaucoup la crise actuelle.